

LIBERTE POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS !

LE COMBAT

De chacun selon ses forces

C.N.T.

SYNDICALISTE

A.I.T.

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

35^e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 267

Version française 0 10 francs — Version espagnole 0 40 francs

17 Octobre 1963

LES BOURREAUX CONTINUENT

Bien que l'actualité ne manque pas de sujets retenant l'attention et demandant à être commentés, nous sommes une fois de plus obligés d'évoquer en priorité le conflit qui vient d'opposer les mineurs asturiens à leurs employeurs et au gouvernement espagnol.

Il y a des faits qui doivent être portés à la connaissance de la fraction la plus large possible de l'opinion, tant ils sont révoltants et inadmissibles à notre époque où les individus, particulièrement ceux qui président à nos destinées, se prétendent civilisés.

Qu'on en juge. Le 3 octobre, certain journal bien pensant a diffusé la nouvelle suivante : « En Espagne. — Une centaine d'intellectuels dénoncent les sévices dont auraient souffert des personnes arrêtées dans les Asturies. »

Il s'agit d'une lettre adressée au ministre de l'Information Fraga Iribarne, demandant des précisions sur les mauvais traitements infligés à plusieurs grévistes asturiens et leurs épouses.

La personnalité des signataires, parmi lesquels des académiciens, huit professeurs de l'Université, dont l'ancien recteur de celle de Madrid, laisse supposer que le texte de la lettre n'a pas été écrit à la légère.

Elle indique que « selon le témoignage de correspondants bénévoles » un officier des forces de sécurité (sic), le capitaine F. C., et un sergent de ces mêmes forces auraient fait subir divers sévices à Sama de Langreo en Asturie, à un certain nombre de mineurs, allant même jusqu'à châtrer plusieurs d'entre eux, et occasionnant la mort d'un homme. De plus, selon le même document, plusieurs femmes auraient été touchées. Le texte cite une douzaine de cas et donne pour la plupart de ceux-ci noms, prénoms, lieu de résidence et nature des mauvais traitements subis.

La foule des mineurs surexcités, révoltés, décrite par Zola dans son « Germinal », n'est même pas tombée aussi basse que ce capitaine, produit d'une prétendue élite, qui dirigea, la tête froide, en toute lucidité, cet abominable forfait.

Le ministre interrogé a nié dans sa réponse toute espèce de sévices ; il admettait seulement comme possible que deux femmes eussent été touchées.

Sans nous étendre sur la correspondance échangée à ce sujet entre le ministre et l'écrivain José Bergamín, il est possible d'affirmer que les explications fournies par le pouvoir franquiste ne tendent qu'à noyer le poisson sans innocenter en aucune façon les mercenaires incriminés.

L'exacte vérité ne sera évidemment connue qu'à longue échéance, par les informations que nous aurons puisees nous-mêmes à la source, mais, étant donné qu'il n'y a jamais de fumée sans feu, que nous connaissons les méthodes inquisitoriales chères aux bourreaux professionnels de la garrote, et l'indépendance informée, valables les révélations que celle-ci contient.

On s'étonnera certainement de l'absence de réactions des organisations prétendant défendre les travailleurs — syndicats, partis politiques — alors que de tels faits auraient dû provoquer une formidable vague d'indignation.

Ce silence quasi total est sans doute imputable aux directives données à ses valets par Washington, devenu, ne l'oublions pas, à la suite du renouvellement de l'accord sur les bases américaines établies en Espagne, un allié à part entière de Madrid ; par Moscou, qui fait aussi actuellement les doux yeux de ce côté ; par la France, tout aussi incapable de rien refuser à ses bons amis d'outre-Pyrénées.

Quant à la hiérarchie de l'Eglise ne l'accablons pas trop en la circonstance. Elle vient d'être tellement accablée par le Te Deum chanté le 1er octobre à l'occasion du 27^e anniversaire du début du règne de Franco et la brillante réception donnée le même jour au Palais Royal de Madrid, à laquelle elle assistait en masse, qu'elle a droit à des circonstances atténuantes. Elle avait en effet d'autres chats à fouetter que de s'occuper de cette affaire d'emasculation de « rebelles ».

Plaignons les malheureux mineurs asturiens, deux fois meurtris en si peu de temps, et celle-ci tout particulièrement, bien que leurs revendications soient parfaitement légitimes ; les propriétaires des mines, qui les confinent dans la misère, touchant de scandaleux dividendes s'élevant jusqu'à 34 %.

Craignons au pilori ces innombrables exploités, ainsi que tous les éléments répressifs à leur solde, et souhaitons que le prolétariat international étroitement uni, prenant enfin conscience de sa force qui est irrésistible, neutralise ses oppresseurs, éliminant à jamais le retour de pareilles ignominies.

VIVE DE GAULLE!

Le 25 mars 1959, le général de Gaulle, devant 600 journalistes, réunis à la première conférence de presse du Président de la République, a déclaré :

« Car, en notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'homme. C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. »

Et plus loin :

« Que ne mettons-nous, en commun, un pourcentage de nos matières premières, de nos objets fabriqués, de nos produits alimentaires, une fraction de nos cadres scientifiques, techniques, économiques, une part de nos camions, de nos navires, de nos avions, pour vaincre la misère, mettre en valeur les ressources et aider le travail des peuples moins développés ? »

De Gaulle rejoint Michelet, quand celui-ci écrivait : « Si tous les êtres et les plus humbles, n'étaient pas dans la cité, je reste dehors. » Mais le paternalisme du général de Gaulle glisse sur la pente du despotisme, quand il prétend imposer au peuple, sans l'accord de celui-ci, sa conception du bonheur qui n'est pas à l'image de sa déclaration faite à la Conférence de presse du 25 mars 1959.

Le général a oublié, très certainement, que Kant avait écrit : « L'essence de tout gouvernement consiste en ceci : que chacun s'occupe lui-même de sa félicité et que chacun ait la liberté de rentrer en commerce avec tout autre dans cette intention. L'office du gouvernement n'est pas d'arracher aux personnes ce soin, mais seulement d'assurer leur harmonie conformément à la loi de la nature. » La philosophie politique qui certainement a dû passionner le général de Gaulle quand il ne connaissait pas les charges écrasantes d'un pouvoir tentaculaire, lui fait oublier que l'homme épris de liberté, supporte une liberté de contrainte avec le secret espoir que la raison autorise le pouvoir à l'accès d'une véritable liberté. Seulement, si le général de Gaulle n'a plus Kant en mémoire, il se souvient fort bien d'Alain qui écrivait : « Raisonner tant que vous voudrez, seulement obéissez ! »

Chassez le naturel, il revient au galop. Un militaire peut reconnaître les bienfaits de la liberté sur les hommes en dehors de ses fonctions militaires ou civiles, mais, dans le cadre de ses fonctions, il appliquera des décisions conformes aux principes d'autorité dont il aura été imprégné par toute une hérédité, une éducation, une préparation et une discipline militaire.

Il est curieux de constater que le peuple, dont la composition est essentiellement composée de civils, se soumet toujours à la dictature d'un militaire dès que celui-ci arrive au pouvoir, ce ne sont pourtant pas les exemples édifiants qui manquent dans l'histoire et qui devraient faire réaliser aux travailleurs que tout chef militaire sait toujours, mieux que tout autre, manier la cravache. Mais, comme l'explique Gaston Bri-

tel dans son livre « Périr ou distri- buer », si l'homme sait s'élever dans tous les domaines professionnels ou privés, s'il sait définir ce qu'il y a de meilleur pour une production, s'il possède en lui un don expérimentateur, il y a un point, un seul, où il abandonne son meilleur outil, c'est en matière sociale et, Gaston Bri- tel écrit : « Sur le terrain philosophique, nous sommes restés des primitifs. Nous croyons à des forces surnaturelles, à des autorités prestigieuses, à des surhommes qui pensent pour nous... » C'est une abdication des plus belles qualités de l'homme et dont savent tirer parti tous les charlatans, tous les batteurs de grosse caisse de la politique et du pouvoir.

En attendant, le petit jeu dictatorial continue, les deniers du peuple permettent un équipement militaire de plus en plus coûteux, les vieux ne mangent pas à leur faim, les travailleurs dans l'industrie font 50 heures la semaine, les impôts écrasent le peuple et nous pensons, également, au tiers des hommes affamés qui, dans le monde, ne disposent pas du minimum de calories nécessaires à la vie et qui sont les victimes d'une économie capitaliste, soigneusement entretenue par tous les pouvoirs dictatori-

aux.

Quand nous reprenons la conférence de presse du 25 mars 1959, nous constatons, avec regret, que toute

l'activité du général de Gaulle n'a pas permis de préparer l'avènement d'une économie nouvelle et ne peut autoriser un pas vers une plus belle humanité. On ne peut doter l'armée de nouveaux chars « A. M. X. » valant chacun 400.000 francs 1963, soit le prix de dix H.L.M. amas de ferraille qui, dans quelques années, passera à la récupération des métaux, ce qui permettra un nouvel armement encore plus coûteux et inutile, et pratiquer une politique humaine comme celle que les journalistes présents à l'Élysée, le 25 mars 1959, pouvaient l'espérer. Si une tentative de fraternité était descendue du pouvoir vers les opprimés, vers tous ceux qui, de par le monde, meurent misérablement pour assurer le pouvoir, le luxe, l'autorité des maîtres de l'heure, nous aurions été les premiers à crier : Vive de Gaulle !

RENE VILLARD



ORGANISER LA PAIX

En cette période trouble qui est la nôtre, au moment où partout, de quelque côté que l'on se tourne, et sous des prétextes divers et toujours faux, on voit se lever des massacreurs et tomber des massacrés, aucun problème ne me paraît plus urgent. Mais comment et surtout qui peut organiser la paix ? Pas nos gouvernements actuels, passés ou à venir, bien sûr, dont l'objectif principal, semblait-il, est surtout d'organiser la guerre. Ce qu'ils ont d'ailleurs fait, jusqu'à maintenant, avec un plein succès. Alors ?

Un article de Gérard Brisse, paru à la « Tribune Libre » du journal « Combat », le 12 août dernier, jette quelques lueurs sur le sujet. En voici quelques extraits qui, je crois, méritent d'être reproduits :

« Comment organiser la paix ? En vingt ans s'est accomplie la plus grande révolution dans les techniques, dans les idées et dans les mœurs que vingt siècles ont seulement contribué à mijoter... À la base de cette transformation extraordinaire, il y a, et incontestablement, la révolution énergétique. Et d'abord, la fission, puis la fusion de l'atome a contribué à modifier les rapports humains, beaucoup plus sûrement que les milliers de traités de paix ne l'avaient fait auparavant... Pour qu'à

Moscou deux mondes qui s'affrontaient depuis un demi-siècle sur la base de principes apparemment irréconciliables à jamais, décident de s'unir, pour le meilleur et pour le pire, autour d'un tapis vert, il faut que quelque chose de grave, de très important soit advenu. Ce grain de sable dans l'engrenage de la guerre perpétuelle et universelle, c'est une prise de conscience subite, mais incalculable quant à ses effets, à savoir que les moyens de destruction dans les deux blocs disposent aujourd'hui le monde bolcheviste lui-même démontrent amplement que la politique des clichés et des slogans ne mène finalement à rien. La violence est en effet enracinée en l'animal humain au niveau de la tripe. Elle est aussi la réaction la plus facile. L'attitude non violente, en effet, exige un effort constant sur soi-même de réflexion, de méditation, de contrôle de soi. Elle n'est pas, contrairement à ce que pensent ceux qui ne la connaissent pas, un état de passivité qui s'assimilerait à la paresse ou à la fatalité. »

Nous sommes, cela va sans dire, entièrement d'accord avec tout ceci, avec toutefois cette différence que ces idéologies nouvelles, nous savons qu'elles existent, et ces cadres de vie différents, nous les connaissons. Et nous savons aussi qu'il serait relativement facile de les faire connaître, ces idéologies et ces cadres de vie nouveaux en les enseignant, tout simplement, comme l'on enseigne la géographie ou les mathématiques, par exemple, cela dès l'école primaire. Œuvre ample et généreuse, à laquelle pourrait s'attaquer une université vraiment libre et éprise de progrès social. Nous savons aussi, et n'avons jamais cessé de le dire, que la politique des clichés et des slogans ne pouvait pas éternellement servir à bernier les peuples. Mais elle est encore puissante, et il s'en faut que ses effets soient sur le point de disparaître. Mais il est erroné de croire, ainsi que beaucoup le font, que cette politique a été inventée par le monde bolcheviste. Celui-ci, tout au plus, l'a portée à la perfection, mais elle existait bien avant lui.

Nous pensons aussi que la violence est enracinée dans l'animal humain sur le plan de la tripe. Pour ma part, j'aouterai à cette tripe, ce qui fait cette tripe, de bonnes choses saines et agréables à déguster, et empêcher que l'on y introduise les innombrables poisons qui, de plus en plus, sont vendus au public sous le couvert de la publicité. Il y a longtemps que l'on sait que les poisons versés dans la tripe ne tardent pas à contaminer le cerveau. Lequel cerveau doit être aussi nourri de bonnes et saines idéologies, et non de catéchismes et de mensonges.

Le syndicalisme libéral considère que tous les efforts étant orientés vers la mise en commun immédiate de toutes les ressources économiques, la lutte se circonscrit sur le terrain où producteurs et consommateurs sont, en fait, maîtres des choses et des services, et par là, associés, sans aucune discrimination, à une œuvre commune ne soulevant que des difficultés techniques sans contradictions sociales.

Le syndicalisme libéral doit donc rassembler tous les travailleurs épris d'une révolution constructive, inflexible dans ses buts, mais dont l'humanisme peut réduire les violences en protégeant la liberté de tous contre les despotismes qui ont égaré la conscience prolétarienne.

Accusés de conspiration contre un « État ami », vingt et un camarades de la Confédération Nationale du Travail espagnole se trouvent, par ordre de l'autorité judiciaire française, dans les cachots de la Santé, à Paris. On ignore jusqu'à présent s'il s'agit d'une interférence franquiste dans la justice française ou d'un service rendu par notre République à l'État espagnol pour n'importe quelle raison commerciale.

Ce qui se passe est inouï. Naguère le juge instructeur avait l'initiative, voire le pouvoir, d'accorder la liberté provisoire à un présumé délinquant. Aujourd'hui, selon une disposition prise par le Chef de l'État, le juge propose et le Procureur de la République dispose. Dans le cas présent, la décision du juge Alain Simon de mettre en liberté provisoire quatre de nos camarades espagnols se heurte au veto du procureur, lequel ne veut sans doute pas voir dans la rue ces quelques ennemis de la politique de meurtres pratiquée depuis 27 années par le franquisme.

Depuis plus de trois semaines, nos vingt et un camarades espagnols sans avoir commis d'autre délit que de travailler honnêtement et de lutter pour le bonheur de leur pays, restent emmurés dans la prison, peut-être la plus sordide de France, sans qu'une accusation solide intervienne, sans que le procureur de la République justifie la raison de son regrettable geste envers les quatre détenus antifranquistes, ennemis du pouvoir personnel d'un chef d'État étranger qui en 1941 eut une attitude inqualifiable vis-à-vis des Français et de la France.

Epris de liberté et de justice — ces biens moraux si chers à l'espri français — nous réclamons la mise en liberté immédiate de nos vingt et un camarades espagnols antifranquistes. Si nous et nos amis n'obtenons pas cette satisfaction, nous aurons le droit de considérer, à juste titre, que le fascisme espagnol a son mot à dire dans la justice française.

« Selon que vous serez puissant ou misérable... »

Dix-huit ans se sont déjà écoulés depuis la belle occasion manquée pour les peuples en général et pour les travailleurs en particulier, de se libérer des tyrans et d'abolir les privilèges.

Dix-huit années durant lesquelles chaque dirigeant, chaque chef de parti, a cherché à exploiter la situation du moment, incriminant son prédécesseur pour tenter de justifier sa propre politique.

Du « retournez les manches » au « vous m'avez compris » en passant par la fameuse « productivité » et le « sortez les sortants », tous les maillons de la trahison sont représentés dans la chaîne qui lie dans une même honte les partis communiste, socialiste, poujadiste, gaulliste et autres... istes, tous plus avides de pouvoir et d'exploitation des classes laborieuses que désireux de progrès social et de bien-être collectif.

Nous avons souligné dernièrement dans le C. S. le silence complice des partis dits de gauche lors du monstrueux assassinat exécuté par les hordes franquistes sur les personnes de valeureux militants ouvriers, comme Granados et Delgado, du poète Moreno Barranco, et nous nous voyons dans l'obligation, une fois de plus, de mettre en cause ces « champions de la démocratie » qui n'ont tant de cœur à honorer la mémoire de Julian Grimau assassiné (qui aussi par le même bourreau, mais qui étant membre du parti communiste, bénéficiait à ce titre de l'appui de tout un pays, et même de plusieurs où la dictature porte un autre nom).

Nous leurs rappellons, ainsi qu'à ceux qui se sont déclarés à plusieurs reprises les amis du peuple espagnol que des milliers de travailleurs exiliés de ce peuple courageux et plein d'abnégation, ont donné leur vie pour la libération de la France, pour que les libertés légendaires de notre pays échappent au vent de folie sanguinaire qu'apportait dans leur flanc les hordes hitlériennes.

Où, travailleurs ; des milliers de républicains espagnols sont morts pour permettre à de Gaulle et à ses troupes de libérer la France de l'oppression nazie ; pour préserver nos foyers de la misère que n'aurait pas manqué d'y apporter l'axe « Berlin-Rome-Madrid » pour barrer au sinistre trio Hitler-Mussolini-Franco la route du crime et de la barbarie ; pour que cesse enfin de couler tant de sang innocent.

Et cette lutte sans merci fut menée sans considération aucune pour l'étiquette politique. On se battait et on mourait pour un idéal, la LIBERTE, par un parti.

Communiste, Socialiste, Libéraliste, tout se côtoyait, tout se liait et se confondait dans un même but, dans une même aspiration : être libres.

Aujourd'hui, ce même peuple espagnol continue toujours la lutte pour la liberté, car si la France a été libérée, l'Espagne, elle, reste toujours assujettie aux mêmes sévices, aux mêmes tortures, aux mêmes tortionnaires que nous avons connus pendant la période 40-44 en France et dans les pays occupés par les nerfis S. S.

Il continue la lutte seul ; abandonné par les uns, trahi par les autres. OUI, trahi ; car c'est trahison que d'entourer les crimes du franquisme d'un épais rideau de silence quand les victimes n'ont pas encore l'étiquette du parti.

Mais l'acte devient inqualifiable c'est quand ceux qui ont exploité le courage de ce peuple pour satisfaire leurs désirs secrets, oubliant tout le passé et profitant de la fragilité des lois internationales sur l'hospitalité, emprisonnent arbitrairement et sans la moindre preuve (si ce n'est la coaction et les accusations gratuites de la police espagnole) des républicains en exil.

Peut-être que les sentiments religieux des auteurs de tels actes admettront une telle ignominie ; peut-être les chefs des partis dits de gauche continueront leur campagne de silence, mais le peuple, lui, finira par se facher, dégoûté par tant de lâcheté et il demandera des comptes.

BLANQUET

J. SORIANO

De la révolution politique à la révolution économique

Il existe deux conceptions révolutionnaires : celle des partis la révolution politique ; celle du syndicalisme libéral : la révolution économique.

La révolution politique est toujours axée, orientée vers la conquête d'un pouvoir politique, c'est-à-dire de l'État. Il s'agit donc du heurt entre un pouvoir instauré et un pouvoir en puissance, dont, souvent, la pluralité concurrentielle rend plus difficile, plus aléatoire et plus sanglante, la conquête de l'État.

En fait, il y a donc lutte entre une tyrannie établie et une tyrannie ascendante.

Le problème social, dans cette tourmente, se trouve donc posé sur un plan exclusivement passionnel et religieux. En effet, les travailleurs se trouvent soulevés par une vague de mécontentement général à causes économiques. Le fait que leur esprit n'a reçu qu'un enseignement insuffisant sur l'importance de l'économie dans la solution du problème social, les voue à des colères « civiques » qui rejettent sur une « manière d'État » la responsabilité des insuffisances et carences d'un régime économique. Il ne s'agit plus que de changer de patron, de maître, de gouvernement, de chercher un nouveau Messie !

A cette entreprise, ils sont préparés de longue date. Chaque parti, quel que soit son programme, a imprimé dans leur cerveau cette doctrine erronée et stupide, que le meilleur moyen de conquérir l'égalité et la liberté, le bien-être et la justice, est de changer de maître... à charge par eux de choisir le meilleur !

La lutte libératrice se trouve ainsi placée, dès le départ, sur un plan exclusivement militaire : la conquête d'une place, d'un camp retranché qu'ils s'agit d'investir pour qu'un nouvel État, le leur, s'y retrace à son tour... Lénine, en cette matière, élève de Clausewitz, s'est montré un stratège éminent.

Cette révolution devient, par son caractère passionnel et religieux, une véritable croisade qui atteindra sa plus haute virulence quand un parti aura triomphé de tous les autres, se concurrents, avant de devenir le conquérant définitif.

Dans une telle tourmente, toutes les solutions économiques se trouvent retardées, reculées, minimisées, jusqu'à l'établissement du nouvel État. On ne peut courir deux lièvres à la fois, le pouvoir et la liberté.

Lénine disait : « Il est certain que tout le monde voit aujourd'hui que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux ans et demi, mais pas même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans la véritable

discipline de fer de notre parti. »

Le désordre est partout. Les hommes ont abandonné leurs tâches économiques pour participer à la croisade politique, et quand, enfin, un parti a assuré sa dictature, le peuple, affamé, ayant épuisé ou détruit ses réserves, les usines et les chantiers livrés au pillage, une nouvelle répression devient nécessaire pour imposer l'austérité économique et une discipline de fer, celle du parti dans l'État.

Des millions d'hommes sont tombés sur les routes de l'illusion politique, comme tombaient autrefois les croisés sur les routes de Jérusalem à la recherche d'un Dieu hypothétique.

La révolution politique triomphante peut alors condenser sa victoire dans ce slogan : l'État est mort, vive l'État.

Toute révolution politique contient en elle le déchainement des pires violences.

Voyons la conception révolutionnaire du syndicalisme libéral :

1° Les expériences historiques démontrent que la résurrection de l'État après sa conquête par une vague subversive, entraîne toujours un nouvel esclavage, une nouvelle exploitation de l'homme par l'homme, ou de l'homme par de nouvelles autorités.

2° Que l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs s'est

faite au rythme du progrès scientifique, matériel et économique. L'évolution vers le bien-être est donc conditionnée par l'ampleur et l'accélération des progrès scientifiques.

3° Le bien-être, la satisfaction des besoins, n'est donc pas une tâche politique, ne peut résulter d'un changement de pouvoir, d'État, les forces et moyens de production se trouvant réalisés par la conjonction des travaux scientifiques et des labeurs professionnels.

Nor seulement l'État est une survivance anachronique, mais une tyrannie qui ne peut subsister qu'en ralentissant l'épanouissement du bien-être par l'application de l'inégalité économique.

Le syndicalisme libéral, ne cédant à aucune passion partisane, tenant compte de ce processus historique, en tire les conclusions suivantes :

a) Même si une civilisation politique parvenait à assurer au travailleur un bien-être relatif (voir États-Unis), elle ne saurait réaliser la justice, c'est-à-dire : l'égalité économique.

L'État, par sa nature, ne saurait assurer la sécurité sociale, du fait que ses problèmes sont toujours des questions de force, de domination au service d'un droit inégal.

b) Le problème révolutionnaire est

J. B.

(A suivre.)

ABONNEMENTS : 1 AN
Version française 5 F.
Version franco-espagnole .. 20 F.

Rédaction et Administration
Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris (9^e) • CCP 3724-37 Paris
et 24, r. Ste-Marthe, Paris (10^e)
Tél. BOT 22-02. Tél. Imprime-
rie : BEL 27-73

LECOMBAT

SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

CRÓNICA INTERNACIONAL

por Gregorio Quintana

ASOCIACION DE MALHECHORES

¿NO SE TORTURA EN ESPAÑA?

ANTE el manifiesto hecho público por cien intelectuales y artistas residentes en el interior de España denunciando la existencia de martirios y ofensas contra mineros huelguistas asturianos, el Gobierno franquista ha negado terminantemente — sin pruebas al canto — que dichos tormentos y vejámenes hayan tenido lugar como se insinúa. José Bergamín, escritor considerado promotor del manifiesto, ha respondido adecuadamente al ministro Fraga Iribarne, convocándolo además a polémica pública sin aplicación de censuras. Es de suponer que el ministro no habrá aceptado.

Pero, ¿por qué el franquismo — reaccionarismo auténtico — se escandaliza por una denuncia más de su terrorífica y denigrante conducta de siempre? Sin ir muy lejos, en estos días se cumple un aniversario de dolor popular, concretamente con el fusilamiento de Francisco Ferrer Guardia, fundador de la Escuela Moderna, sacrificado precisamente por eso: por haber instituido una escuela al margen de la dirección fraulana. El 13 de octubre de 1909 es candente en España, y con las injusticias y crímenes repetidos de la reacción española la historia de barbarie y crueldades clerigo-militaristas ha de ir, siempre y necesariamente, acompañada de protestas cuando no de lecciones quemantes cuales las del 27 de julio de 1909 y del 19 de julio de 1936. La antorcha revolucionaria española no se apagará en tanto la justicia no tenga asiento en España, previa liquidación de un largo pasado de maldades consubstanciales en el desarrollo de la política de derechas.

En su número de pleno verano la revista «Umbral» demostró con autenticidad de documentos cómo se torturó en Montjuich a unos inocentes para que se declararan culpables de una explosión a la que eran ajenos. No lo que hoy ocurrió otra fecha de dolor y tortura con motivo del drama del 6 de octubre de 1934 en Asturias. ¡En Asturias precisamente!, donde entonces, y en 1937, los esbirros de la reacción ya vejaron, torturaron y asesinaron con furor y sadismo a personas que política y socialmente les eran opuestas. En ninguna ocasión de esas — ¡tan dramáticas! — hubo en Asturias reflexión derechista ni miramiento de condición humana ni de sexo con tal de infligir la mayor pena, el mayor dolor a los sacrificados y a sus familias, con tal de que el orgullo asesino triunfara absolutamente sobre un pueblo derrotado, cautivo, maltratado e inerme. Conocemos la «piedad» de esas fieras de cuartel y de iglesia para que sus torpes y cínicas negociaciones puedan interesarlos. Las repetidas carnicerías por esa gente cometidas en interiores caseros, en deshabitados y en celdas y patios carceleros, nos tienen asaz convencidos de la infamidad que perpetuamente la distingue.

El asesinato de Grimau (al que previamente habían los policías desfenestrado) y el martirio de los jóvenes Granados y Delgado practicado hasta la muerte para sorrojo de civilizados, demuestran una vez más el grado de incapacidad humana que distingue al antropoidismo franquista frente a una humanidad que pugna para salir del atasco brutal en que los militarismos del mundo la tienen metida. Ciertamente, las policías de casi todos los países

brutalizan a sus detenidos para dar mayor afirmación de autoridad; práctica vergonzosa que la evolución de la especie, o la asunción de la sociedad humana, se esfuerza en ir eliminando... Pero infortunadamente quedan países bárbaros y semibárbaros frenando lo que pueden a ese impulso de dignificación del ser humano, figurando entre las naciones aficionadas a la política de sangre y atraso nuestra desgraciada España, una y otra vez caída en manos del gorilismo carcelario, de la intolerancia religiosa, o de la avaricia extrema del capitalismo, o de la incivilidad militarista, como se quiera.

El problema de la dignificación

DE MI ARCHIVO

Cuando caen las hojas...

DESPUES de la vendimia los trabajos de campo disminuyen, a menos que para ir al monte a sembrar lueva. Necesario es aprovechar la benéfica lluvia y poner la tierra a su debido tiempo en las debidas condiciones a fin de que la semilla germine.

Van lejos para todo el día y con sol de atardecer regresan. El vinero vendimiado acusa mortal exhaustez, trocado el verdeleón de las cepas en el color de las hojas secas, entre marón y tabaco.

Los campos todavía conservan el esmalte y los rebaños la lozanía. Prueba de que no se han secado los arroyuelos es la de seguir su camino canturreando.

Pasito paso viene el otoño. Las hojas caídas de los árboles son un aviso para el tuberculoso. El ociduo sol vierte sangre como si cayera a puñaladas; después, a lo que la tarde platea, la situación es de expectante recogimiento.

Tamos de barzón por la carretera sin articular palabra, más en compañía de nuestros pensamientos que de nosotros, y así, con la carga de la tarde encima, llevábamnos paseando largo rato. Brusca parada repentina:

de España es arduo y difícil, y mucho se engañan quienes, renunciando a parte de sus convicciones, secundan ya la monserga comunista de la «reconexión española», aunque lo hacen desde otro punto de vista. Échese por el lado que se quiera, transjase en más o en menos para enternecer a la reacción hispana, y siempre se chocará con la avidez burguesa, con la saña de carlistas, falangistas y monárquicos, con la maldad y la ambición inveteradas de la gente de sotana y de sable y espuela.

Hay que creer únicamente en nosotros y en la poderosa capacidad de reacción del pueblo. Lo demás, ilusiones.

DE MI ARCHIVO

DISCOS

— ¡Sabes que voy a morir? — ¿Quién te lo ha dicho? — La caída de las hojas. No encuentro una frase feliz que destruya la suya incontrovertible verdad: hemetosis... mejillas carmeínas, orejas lacias, unas curvadas de ambas manos. Después de una carrera brillante y de unas brillantes oposiciones a notarias, hemetosis. Hemetosis aun no con treinta años. ¡Qué atroces veledades tiene la salud!

De nuevo punto en boca, sus pensamientos de las elocuciones inarticuladas del pensamiento.

¡Y qué maravillosa puesta de sol! Sangre y oro cobrizo en la inmensa paleta del cielo. El campo diríase haber tapizado de verde el firmamento. Así son las sortijas de esmeraldas de Dios. Culebrea junto a nosotros un riadillo y sus cristales apeteecen. Los árboles tienen una actitud orante. ¡Quién supiera descifrar lo que dicen las cosas!

Ya refresca y, sin hablar inicio la retirada. El amigo tonto y espantado sangre. Suerte que pasó el cochecillo del correo y paró... Aunque representante de la fe, no tenía fe en su mejoría, y, en efecto, cayó como las hojas en octubre.

PUYOL

A veces — al parecer — tenemos hambre de acodos. Intentamos — con el codo — apoyarnos en columna ajena, que aviesamente apartan, y nos caemos de lado. A nuevo corosón nueva experiencia. Y de experiencias no salimos, ni por ellas escarmentamos.

La independencia de Marruecos nos costó tres vidas preciosas, criminalmente eliminadas. Acordémonos de Pérez Burgos, de un compañero acuchillado y quemado en un viaje de autobús, y de otro baleado sin ton ni son por los «rebeldes». Algunos de los nuestros siguieron ocupados de revolución marroquí, tras el espanto de los compañeros asesinados. Otros — yo entre ellos — pensábamnos en la odiosa circunstancia de 60.000 moros sometidos a la cruz de Franco para crucificar a la revolución española.

Hace años, Marruecos está «liberado».

Argelia, también, tras una revolución conducente a una junta continuada del Estado.

Ayer sultanes; hoy un rey y un dictador mutuamente engañados.

Se habló del Mogreb, de la unificación moral de tres países en uno: Túnez, Argelia, Marruecos. Ya, los mogrebinos no se entienden, y sus fronteras se crizan de bayonetas.

Pero, ¿vete allá y discúteles nacionalismo, religión y poder personal a Hassan, Ben Bella y Burquiba. No saldrás con la piel entera.

Transformación, sí; pero revolución, no se ve en África norteña. Yo dejo la cosa en transmisión de poderes.

Incluso la autenticidad mogrebina, de raza, pelagra. Es más fácil copiar a Europa los defectos — era mayor aprecio los totalitarios — que las lecciones de civildad que, aunque pocas, Europa puede ofrecer algunas.

Marroquíes y arelmos amenazan con romperse la crisma por un más allá o más acá de esas mallas, motivo clásico de contagraciones euro-americanas. Y Burquiba, aunque callado, no es indiferente a todo ello.

Entretanto las masas, bajo un diluvio de demagogías, siguen hambrientas y sudorosas.

No me avengo a calificar de revolución todo eso.

DISCIBOLO

CRONICA DE UN REVOLUCIONARIO

Con trazos de la vida de FERMIN SALVOCHEA

Precio: 2,80 NF. en esta Admñis.

Chispas

Amamos la caricatura como avanzadilla de la verdad.

Saber humanizar — y delinear — el pensamiento.

Bagaria creó una escuela... para el solo. Quienes lo imitaron quedaron en menos de los menos que dibujaban ellos mismos.

Para ser caricaturista hay que ser vidente. De lo contrario, el lápiz no dibujará sino váguedades.

No se concibe un artista dependiente, trabajando no más que para divertir el diente.

Una guasa alada se sonreírta, aunque afecte a mi persona.

Jamás la mueca — ¡la ganyota! — será sonrisa. Pero la insolente caricatura puede llegar a mueca mocosa.

El artista tal solía anunciarse: «Dibujante humorístico», contradiciendo su malhumor inveterado.

Jamás en España la ridícula figura de Franco es caricaturizada. Hay pánico ante la pistola, la ley franquista y la taquilla del gerente.

En Franconia, los caricaturistas trabajan a la cadena y encadenados. La libertad sería un vuelo de mariposas.

La frase cáustica puede ser verdad exagerada, tal vez en relieve, nunca zapato propio pisando callo ajeno.

El payaso inteligente es capaz de apagar a los públicos. Igual. Quevedo aplabeyó a su rey.

Si ironía fuese moralista, la serpiente de cascabel podría representar a los desastrosos y desastrosos trocistas.

CHISPERO

UN DIALOGO CASI SOCRATICO

pero, ecuaníme, donde se contrastan lealmente las opiniones; donde se presenta la oportunidad de conocer el fondo, el modo de ser de cada uno. De la Grecia antigua nos quedan, como modelo de diálogo, aquellos que Platón fue captando al escuchar a Sócrates y sus amigos. Sin estridencias pasionales, en un clima de ecuanimidad, se cruzan las ideas. Trasciende de esos diálogos socráticos, que Platón plasmó en sus libros, la mayor altura de miras. De ahí que en casi todos se note, a la postre, la convergencia hacia una conclusión de armonía.

Tomando como ejemplo lo escrito por el filósofo griego, discípulo de Sócrates, en todas las épocas ha habido quienes, como método sencillo, ameno, persuasivo, han usado el diálogo en ocasión de hacer obra educativa, de crítica social, o de divulgación cultural. Entre los humanistas del Renacimiento, descollaron a este respecto Luis Vives, con sus «Diálogos», y Erasmo con sus «Coloquios». En nuestros días esta modalidad la han usado literatos y pensadores de relieve.

Refiriéndonos ahora a la labor proletaria efectuada por anarquistas, el procedimiento escrito, a base de diálogo, se ha tenido en cuenta; editándose folletos o breves opúsculos en los que se ha buscado condensar algunos matices de lo que constituyen nuestras ideas. Malatesta tuvo el acierto de escribir dos trabajos verdaderamente ejemplares: «Entre campesinos» y «En el café». Dos folletos que han sido traducidos a varios idiomas, y que bien puede decirse han resultado para bastantes compañeros algo así como el abecedario de la sociología anarquista. Su lectura fue la iniciación de las ideas libertarias.

En los primeros días del mes de noviembre del año 1864, Bakunin hizo una corta estancia en Londres, marchándose después a Italia. Carlos Marx, que tenía su residencia en la capital inglesa, fue a visitarle después de dieciséis años que no se habían visto.

Carácter conocido, noble, leal, Bakunin tardó en conocer el maquiavelismo, el modo de ser absorbente, llamador, mezquino de Marx. Bien que, aun y con todo el reconocer el

talento del autor de «El Capital», incluso en la época en que ambos mantenían relación un tanto cordial, no existía intensa compensación. Ya más tarde Bakunin escribía refiriéndose a su relación con Marx: «No hubo una verdadera intimidad entre nosotros, porque nuestro carácter no lo consentía. El me llamaba un idealista sentimental, y tenía razón. Yo lo consideraba un vanidoso. Y también era cierto.»

¿Cómo transcurrió la entrevista de Miguel Bakunin y Carlos Marx en

por FONTAURA

Londres? ¿Qué temas abordarían en ella esos dos hombres de talento excepcional y de ideas tan dispares? Solamente un historiador y biógrafo tan minucioso, tan exigente de su cometido como Max Nettlau, podía deducir algo.

En la «B.B.C.», de Londres, el año pasado se ofreció a sus auditores la posibilidad de una confrontación entre dos ideologías: el marxismo y el anarquismo. Dicho sea de paso, y en elogio de la citada Emisora, hay que decir que en diversas ocasiones han dado emisiones exponiendo tesis de contenido anarquista, algunas de ellas a cargo del conocido crítico de Art, Herbert Read.

Autor del texto de la aludida emisión fue Mauricio Cranston. El título de ella era el siguiente: «Un debate imaginario entre Carlos Marx y Miguel Bakunin». Insertado este trabajo en la revista «Anarchy», la traducción del inglés ha corrido a cargo de José Peirats. Habiendo tenido Ediciones «Umbral» el acierto de darlo a conocer en un bien editado opúsculo.

El mérito del trabajo de Cranston estriba en que, de un modo sencillo, ameno, incluso con algunos toques de ironía que suscitan la sonrisa del lector, ofrece a la comprensión del público no versado en ideas sociales lo que fundamentalmente pensaban Marx y Bakunin. A los ya más o menos conocidos de biografía y bibliografía anarquista, les recuerda matices esenciales de lo que

zando con el anarquismo, indefectiblemente, en el diálogo de referencia se no podía por menos que llevar el agua a su molino. Mas, habida cuenta de que el autor conoce a fondo el marxismo y anarquismo, expone en la conocida máxima de Baltasar el imaginario colquio lo que fundamentalmente han venido diciendo

Si tenemos en cuenta, por los datos biográficos, el modo de ser apasionado, vehementemente de Bakunin y la característica temperamental de Marx, cauto, mesurado, y autoritario; un diálogo entre esos dos hombres seguramente ofrecería matices bien singulares: destellos de borrasca en el cerebro de Bakunin; evasivas, o sofismas para justificar al Estado, en las concepciones de Marx. Pero Cranston, al elaborar el diálogo dejó de lado las características temperamentales de cada uno y casi, a la manera de Platón, elaboró un diálogo socrático.

Al iniciarse el diálogo tenemos ya la impresión del modo de ser de Bakunin: andariego, luchador, desprovido de aptencias materiales. Le dice a Marx: «Nunca pienso en el dinero. Es de burgueses pensar en el dinero.»

Brotó también, en el ingenioso debate imaginado por Cranston, la inquina de Marx al respecto de Proudhon y el afecto que por las ideas de aquel sentía Bakunin, quien le dice al autor de «El Capital»:

«Admito que Proudhon es limitado, pero es cien veces más revolucionario que todos los socialistas doctrinarios y burgueses. Tiene el valor de declararse ateo. Por encima de todo salta a la liza por la libertad contra la autoridad, por el socialismo, que debe ser enteramente libre de toda clase de regulación gubernativa. Proudhon es un anarquista reconocido.»

Vemos a lo largo del diálogo la concepción centralizadora del Estado frente a la posición federalista de las asociaciones de productores basadas en el apoyo mutuo». Contra la obsesión autoritaria, la disciplina voluntaria y reflexiva que el hombre se impone a sí mismo. Con solidez de argumentación se rebate la creencia en las virtudes de la dictadura. Se destruyen todas las «razones de Estado», incluso dándole a este un barniz «proletario». A las que son fundamentales opiniones marxistas se enfrenta el criterio anarquista, quedando el marxismo bien malparado de la confrontación.

Puede aducirse que, siendo Mauricio Cranston anarquista, o simpati-



APORTACION DE ESPANÑA AL MERCADO COMUN EUROPEO